

LUKIC, Renéo (dir.), *La politique étrangère de la Croatie, de son indépendance à nos jours, 1991-2006*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 316 p.

Loïc Simonet

Volume 38, numéro 4, décembre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018300ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/018300ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simonet, L. (2007). Compte rendu de [LUKIC, Renéo (dir.), *La politique étrangère de la Croatie, de son indépendance à nos jours, 1991-2006*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 316 p.] *Études internationales*, 38(4), 621–623.  
<https://doi.org/10.7202/018300ar>

**La politique étrangère de la Croatie,  
de son indépendance à nos jours,  
1991-2006.**

LUKIC, Renéo (dir.). Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 316 p.

La réalisation de cet ouvrage a mobilisé les talents de sept universitaires de nationalité canadienne et croate, historiens pour la plupart, mais aussi politologues et juristes. Le coordonnateur de cette savante équipe est pour sa part l'auteur de plusieurs études sur l'histoire récente de l'ex-Yougoslavie, dont un récent *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques* (Presses de l'Université Laval, 2003). L'ouvrage est préfacé par M. Georges-Marie Chenu, premier ambassadeur de France en Croatie, qui avait déjà préfacé, en 1998, *La Croatie et la France. 797-1997. 1200 ans d'histoire*, de Grégory Peroche (Paris, Éditions François-Xavier de Guibert). Témoin privilégié de la (re)naissance de la Croatie, le préfacier se risque à quelques piques contre la politique de son pays et le manque de discernement des dirigeants français de l'époque.

*Vocation européenne* de la Croatie à l'aube du conflit yougoslave, *pari européen* réussi en 2006 : telles sont les deux images par lesquelles Renéo Lukic ouvre et clôt son introduction de *La politique étrangère de la Croatie*. C'est là le premier fil conducteur du livre : la Croatie, dès son indépendance, s'est tournée vers l'Europe, dont elle a reçu son acte de naissance le 15 janvier 1992, date de la reconnaissance de la Croatie par la CEE, neuf mois après la proclamation de son indépendance et trois mois avant

celle par les États-Unis en avril 1992. Jean-François Juneau revient sur le rôle de *parrain européen* de la Croatie joué par l'Allemagne tout au long de cette période. Berlin, à l'encontre de ses principaux partenaires européens, notamment la France et l'Angleterre, a privilégié le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que la paix avant même le maintien à tout prix de l'unité yougoslave. Ce parrain exigeant a su prendre ses distances avec le régime autoritaire du président Tudman pour favoriser la mise en œuvre des accords de Dayton, ainsi que la paix et la stabilité de la région. L'auteur met également en lumière la contribution primordiale de l'Allemagne à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne (UE), après la mort de Franjo Tudman et l'arrivée à la présidence de l'un de ses adversaires, Stjepan Mesic, en février 2000. Avec la France, les rapports de la Croatie ont été plus difficiles. Contrainte de reconnaître le nouvel État, la France conserve, jusqu'à la mort de Tudman, des relations froides avec elle, qui ne se réchaufferont qu'à partir de 2000, avec le changement de majorité en Croatie ; dès lors, Paris soutiendra l'entrée de la Croatie dans l'UE. Miro Kovac consacre un quatrième chapitre aux relations laborieuses de la Croatie avec l'UE tout au long de la décennie 1990 : plans de paix avortés, protestations contre les offensives réussies de la Croatie contre les Serbes en 1995, suspension de toute aide économique au pays. Après les accords de Dayton, l'UE, dont les dirigeants sont troublés par le pouvoir autoritaire du président Tudman, s'engage dans la stabilisation de la région, à travers une approche régionale qui suscite l'incompré-

hension du pouvoir croate ; celui-ci « n'acceptera jamais que sa sub-région ou sa région soit de facto réduite à l'ex-Yougoslavie ou aux Balkans » (Mate Granic, ministre croate des Affaires étrangères en 1996). Là encore, les élections de 2000 assouplissent la situation et accélèrent la marche de la Croatie vers l'UE, jusqu'à l'ouverture des négociations en vue de son adhésion, suspendues entre mars 2005 et octobre 2005 en raison de la coopération insuffisante de Zagreb avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Les Américains et l'OTAN constituent le deuxième fil conducteur de l'ouvrage. À l'instar de la France et du Royaume-Uni, les États-Unis ont accueilli avec méfiance la naissance du nouvel État. Les relations entre la Croatie et les États-Unis s'améliorent un peu à la faveur de l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton, en 1993. Selon Jean-François Morel, Washington aurait même aidé la Croatie à remettre sur pied ses forces armées. Ce soutien n'est certainement pas étranger au succès des opérations *Éclair*, en mai 1995, et *Tempête*, en août de la même année, qui permettent aux Croates de bouter les Serbes hors de la quasi-totalité de leur territoire. Les négociations de Dayton peuvent alors s'ouvrir et aboutir. La coopération avec les États-Unis pâtit cependant, par la suite, du soutien accordé par Tudman aux nationalistes croates de Bosnie-Herzégovine et de la coopération hésitante de la Croatie avec le TPIY. De nouveau, l'installation de Mesic change la donne et restaure la vocation d'allié stable et prospère de son pays, aux yeux de l'administration américaine. Dès mai 2000, la

Croatie est admise au sein du Partenariat pour la paix et réforme désormais son armée en vue de son admission à l'OTAN ; l'aide économique américaine s'accroît. Le dialogue entre les États-Unis et la Croatie, à partir de 2002, souffre des controverses liées à la création de la Cour pénale internationale ou du refus de la Croatie de soutenir la guerre en Irak.

Les relations de la Croatie avec ses voisins immédiats sont traitées dans les trois derniers chapitres du livre. Selon R. Lukic, le bilan très lourd du conflit entre la Croatie et la Serbie n'a pas permis aux deux sociétés de renouer des contacts étroits. Si les deux États ont réussi à normaliser leurs rapports, surtout depuis la chute de Milosevic, toute tension n'est pas écartée ; le poids de l'extrême-droite fascisante aux élections législatives serbes du 28 décembre 2003 ou le refus de certains dirigeants serbes, comme Kostunica, de présenter des excuses au peuple croate pour les exactions commises par les Serbes en Croatie, en sont la preuve. Vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine, Jade Duschesneau-Bernier établit, là encore, que la mort de F. Tudman a suscité l'intensification des rapports et des accords bilatéraux ; l'auteur consacre une large analyse aux relations du parti HDZ du président Tudman et du parti homonyme de Bosnie-Herzégovine. De lourds contentieux opposent la Croatie à la Slovénie, bien qu'elle n'a jamais été en guerre contre elle, une Slovénie qui a proclamé son indépendance en même temps que la Croatie et a dû également faire face au projet de *Grande Serbie* de Milosevic : avoirs croates de la *Ljubljanska Banka*,

centrale nucléaire de Krsko, délimitation des frontières terrestres ou maritimes dans le golfe de Piran.

Sans que le cours de l'ouvrage ne suive celui du temps, les auteurs n'évitent pas totalement le piège d'une chronologie 1991-2006 sans cesse récapitulée d'un chapitre à l'autre, ce qui procure au lecteur l'impression d'une certaine redondance, mais lui offre cependant une analyse complète et exhaustive. On peut également regretter que la carte de la Croatie ne soit offerte au lecteur qu'à la toute fin de l'ouvrage ; il s'agit d'ailleurs d'une carte de facture anglo-saxonne, ce qui apparaît un peu paradoxal, s'agissant d'une publication de l'Université Laval. Nonobstant, réalisation d'universitaires avant tout destinée aux universitaires et aux étudiants en droit international, en relations internationales et en sciences politiques, l'étude de Renéo Lukic vient utilement actualiser les ouvrages déjà un peu anciens parus sur la question, pour la plupart contemporains du conflit en ex-Yougoslavie et axés sur le déroulement ou les suites immédiates de ce conflit.

Loïc SIMONET

*Doctorant en droit international  
Université Paris I – Panthéon-Sorbonne*

## RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE

### **The Strategic Triangle. France, Germany, and the United States in the Shaping of the New Europe.**

*HAFTENDORN, Helga, Georges-Henri  
SOUTOU, Stephen F. SZABO et Samuel F.  
WELLS Jr. Washington, DC/Baltimore, MA,  
Woodrow Wilson Center Press/The John  
Hopkins University Press, 2006, 411 p.*

La crise diplomatique de 2002-2003 entourant l'invasion anglo-américaine de l'Irak a révélé de vives tensions entre les membres de l'Alliance atlantique. Pour plusieurs, ces tensions ne sont toujours pas apaisées, non seulement en raison des difficultés rencontrées en Irak et de l'échec des efforts d'établissement de la paix, mais surtout en raison des divergences stratégiques grandissantes entre les alliés, ainsi qu'en témoigne la lutte contre-insurrectionnelle de l'OTAN en Afghanistan. Certains professent que le schisme stratégique entre Washington/Londres et Paris/Berlin résulte de la résurgence d'un sentiment d'anti-américanisme, désormais libéré des contraintes de la guerre froide et d'une perception commune de la menace soviétique : le terrorisme international exacerbe plutôt qu'il ne dissipe le différentiel de perception de la menace et des moyens appropriés pour le contrer. D'autres suggèrent que les désaccords transatlantiques sont le fait d'une réaction logique et inévitable des puissances européennes qui tentent de contrebalancer l'*hyperpuissance* américaine. À ces explications culturelles et structuro-réalistes, s'ajoute